



REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

83

HONNEUR – FRATERNITE - JUSTICE

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE AMEDI CAMARA, MINISTRE DELEGUE AUPRES DU  
PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE,  
AU SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA 17<sup>EME</sup> CONFERENCE DES PARTIES À LA  
CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE  
DURBAN, AFRIQUE DU SUD.**

ICC, Durban

7 au 9 Décembre 2011

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements,**

**Excellences Messieurs les Ministres**

**Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies**

**Madame la Présidente de la COP 17**

**Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations  
intergouvernementales**

**Mesdames et Messieurs les participants**

**Mesdames et Messieurs**

La tenue de cette 17<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, m'offre cette opportunité de m'adresser à vous.

La République Islamique de Mauritanie tient à remercier l'ensemble des parties ayant joué un rôle catalytique dans l'avancement des négociations sur le régime climatique.

Nos remerciements vont en particulier à **Son Excellence Monsieur Ban Ki Moon**, Secrétaire Général des Nations Unies et à l'ensemble de ses collaborateurs en charge de la coordination des négociations multilatérales sur le régime climatique pour les efforts consentis depuis la 13<sup>ème</sup> Conférence des Parties, tenue à Bali en Indonésie.

Aussi nos remerciements à la Présidente sortante pour les efforts consentis à Cancun, nos félicitations et nos remerciements vont

bien également à la Présidente de la COP 17 pour son élection et pour les efforts fournis à la Présidence de notre présente conférence.

Je tiens aussi à rendre hommage au Gouvernement et au Peuple Sud Africain pour la parfaite organisation de cette importante rencontre.

### **Excellences, Mesdames et Messieurs**

Notre présence ici, témoigne de l'intérêt que manifeste la planète entière au phénomène de l'échauffement global et à ses impacts prévisibles et néfastes sur l'humanité. Impacts qui ne souffrent plus d'aucune contestation depuis que le Groupe Intergouvernemental des Experts sur le Climat a publié en 2007 son 4<sup>ème</sup> rapport d'évaluation.

Ces aléas occasionnent chaque année des pertes de centaines de milliers de vies humaines et des milliards de dollars inhérents au dérèglement climatique sur notre planète.

A long terme, ces impacts risquent de compromettre dramatiquement la vie, mettant en jeux de nouveaux risques, aujourd'hui encore difficiles à imaginer.

## **Excellence, Mesdames et Messieurs**

Le processus de réformes économiques et démocratiques amorcé il y'a deux ans dans mon pays, sous la conduite de Son Excellence Monsieur **Mohamed Ould Abdel Aziz** Président de la République , s'est traduit entre autres par une inscription franche dans la logique du Développement Durable à travers une approche stratégique de lutte contre la pauvreté intégrant à la fois les dimensions sociales, économiques et environnementales.

Ce processus définit à ce titre les grands axes prioritaires selon lesquels, doit se concentrer notre action pour que le développement du pays puisse être durable.

## **Excellences, Mesdames et Messieurs**

Malheureusement, le profil environnemental de mon pays nous met en face d'un certain nombre de défis écologiques permanents et grandissants.

Parmi ces défis, on peut citer entre autres :

- La dégradation des terres avec ses multiples incidences comme la désertification,
- Les inondations imprévisibles,
- L'amenuisement du couvert végétal,
- La perte progressive de la diversité biologique matérialisée par la disparition de plusieurs espèces de faune et de flore,
- La problématique de l'énergie domestique

➤ et les pollutions en milieux marins et urbains.

## **Excellences, Mesdames et Messieurs**

Notre pays a été le premier du groupe des Pays les Moins Avancés, à soumettre son Plan d'Action National de l'Adaptation (PANA), devant la 10<sup>ème</sup> Conférence des Parties, tenue à Buenos Aires en Argentine en décembre 2004 et peut être le premier parmi ces pays à amorcer, il y'a de cela trois mois, une révision de ce document stratégique habilitant.

Cette longueur d'avance qui émane à la fois d'un engagement vis-à-vis de la communauté internationale et d'un souci de préserver le pays des aléas déjà constatés en relation avec le changement climatique, s'est encore améliorée avec la présentation, lors de la 14<sup>ème</sup> Conférence des Parties à Pozna'n en 2008, de la Seconde Communication Nationale sur le Changement Climatique pour la Mauritanie.

Notre troisième Communication Nationale est lancée, dans le même contexte, il y'a un an.

Aujourd'hui, plusieurs initiatives à l'échelle intersectorielle sont en cours de conceptualisation ou de mise en œuvre, tant en ce qui concerne le volet adaptation que le volet atténuation.

Je tiens dans ce contexte, à saluer l'importance du rôle de nos partenaires multilatéraux et bilatéraux dans l'appui à la Mauritanie malgré encore nos besoins de financements pour une meilleure mise en œuvre des activités nationales identifiées à travers ces outils stratégiques.

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

L'implication active de la Mauritanie dans le processus de négociations multilatérales et notamment dans son segment entamé en décembre 2007, connu sous le nom de Plan d'Action de Bali, traduit :

- D'une part, notre droit de bénéficier des ressources financières nécessaires à l'adaptation à ce phénomène ;
- et d'autre part, rappelle l'obligation pour les pays industrialisés inscrits à l'annexe 1 du Protocole de Kyoto, de s'engager sur des mesures de limitation de leurs émissions de gaz à effet de serre, d'une manière mesurable, reportable et vérifiable conformément à l'esprit du Plan d'Action de Bali.

C'est dans ce contexte que nous demandons à ce qu'une attention particulière soit accordée aux pays côtiers.

En effet, le littoral mauritanien, concentre aujourd'hui plus de **30%** de la population du pays, la plupart des industries, l'essentiel du

commerce extérieur, les infrastructures portuaires et aéroportuaires, les hydrocarbures et la quasi-totalité des activités de pêche, mais également les deux grands parcs nationaux d'importance écologique névralgique pour le pays.

Malheureusement, pour certaines zones, ce littoral est situé dans des positions topographiques quelquefois inférieures au niveau de la mer, comme c'est le cas pour la capitale Nouakchott.

Aujourd'hui, notre Capitale est fortement menacée par les incursions marines couplées d'une forte avancée des dunes de sable et d'inondations consécutives aux changements climatiques et ses phénomènes extrêmes et sans compter les aléas de l'érosion côtière galopante.

Devant pareille situation, notre pays mène depuis quelques décennies un combat sans merci, dont le dernier en date, financé sur nos ressources propres, est le programme spécial pour la protection de la ville de Nouakchott contre l'avancée du désert et l'incursion des eaux de mer, pour la période 2010 – 2011, avec deux composantes:

- L'une continentale, matérialisée par une ceinture verte de **2 000 hectares**, pour **1 455 000 arbres** totalement plantés à ce jour,
- et l'autre côtière, visant la reconstitution et le renforcement du cordon dunaire du littoral sur une longueur de **40 Km**



autour de la Capitale dont l'exécution est en cours de préparation.

C'est justement dans ce contexte que la présente 17<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, s'avère capitale pour les pays en développement et notamment pour notre sous région sahélienne déjà très vulnérable et durement affectée par les perturbations climatiques et les sécheresses répétitives.

Notre présente conférence doit pouvoir relancer la confiance dans notre processus, après celle de Copenhague, longtemps attendue par le monde entier, et de ce fait consacrer l'esprit d'équité, de responsabilité et de solidarité entre peuples et nations.

Elle doit également permettre une réelle avancée sur les questions urgentes en terme de financement, le Fond Multilatéral et le Fast Start en particulier, en terme d'adaptation par l'opérationnalisation du comité d'Adaptation, de renforcement de capacité et de transfert de technologie mais aussi en terme d'engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre au titre d'arrangements pour une seconde phase du Protocole de Kyoto dont les acquis se trouvent aujourd'hui plus que jamais menacés.

Pour ce faire, nos décideurs, nos négociateurs et nos délégués se doivent d'être conscients de nos devoirs vis-à-vis de l'humanité entière et de nos droits dans un contexte planétaire.



Le principe de la responsabilité commune et différenciée est pour mon pays un principe clé dans le contexte des arrangements recherchés sur le régime climatique post 2012.

Pour illustrer cela, il faut se rappeler que l'Afrique qui souffre le plus du dérèglement climatique et qui a le moins de capacités d'adaptation, n'est responsable que de 2 à 4 % des émissions totales de gaz à effet de serre.

**Excellence, Mesdames et Messieurs,**

Je tiens enfin à réitérer l'engagement de mon pays à favoriser l'atteinte d'un consensus global sur l'ensemble des questions pendantes, conformément à la plateforme relative à la position africaine sur la question, position d'ailleurs largement partagée au sein de nos groupes PMAs, pays arabes, et G77.

Je vous remercie.

**AMEDI CAMARA.**

**MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE.**